



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR

| | | |
|--|----|----|
| 1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 15 octobre | 4 | 3 |
| 2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration | 4 | 4 |
| 3. Décision modificative n°3 du Budget Résidences Autonomie | 4 | 4 |
| 4. Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables - Budget Résidences Autonomie | 7 | 7 |
| 5. Décision modificative n°2 du Budget Prestataire | 8 | 8 |
| 6. Régularisation du résultat d'investissement 2023 du Budget CLIC des Aînés | 10 | 10 |
| 7. Décision modificative n°2 du Budget CLIC des Aînés | 12 | 12 |
| 8. Décision modificative n°2 du Budget principal | 14 | 14 |
| 9. Autorisation d'abandonner une créance dans le cadre d'une annulation de titre | 18 | 18 |
| 10. Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables - Budget principal du C.C.A.S. | 19 | 19 |
| 11. Décision modificative n°2 du Budget S.S.I.A.D. | 20 | 20 |
| 12. Autorisation relative au mandatement des dépenses d'investissement avant approbation du budget primitif 2025 | 23 | 23 |
| 13. Régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) | 24 | 24 |
| 14. Renouvellement de la convention en partenariat avec le Centre de Gestion de la Seine-Maritime relative à la prestation de médecine du travail pour la Ville et le C.C.A.S. de Rouen – Autorisation de signature | 25 | 25 |
| 15. Règlement de formation de la Ville et d C.C.A.S. de Rouen | 28 | 28 |
| 16. Règlement des frais de déplacement de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen | 31 | 31 |
| 17. Avenant à la convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen - Autorisation de signature | 32 | 32 |
| 18. Attribution marché public de services d'assurances | 33 | 33 |
| 19. Convention de partenariat entre le C.C.A.S. de Rouen et l'association Unis-Cité - Autorisation de signature | 36 | 36 |
| 20. Convention de subvention accordée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de la Chaloupe pour l'année 2024 - Autorisation de signature | 37 | 37 |
| 21. Contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen - Autorisation de signature | 38 | 38 |
| 22. Arrêt de l'activité de l'Atelier | 40 | 40 |
| 23. Demande de subventions dans le cadre de la programmation contrat de Ville 2025 - Autorisation de signature | 42 | 42 |
| 24. Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont-Grenet-Voltaire-Lods » - Convention fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et de Sotteville-Lès-Rouen - Autorisation de signature | 43 | 43 |

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE



Étaient présents : Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés : Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR, Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE, Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusées : Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance : Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 18 décembre 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



En préambule, Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. désigne Madame Laure GUILLARD, Responsable Administrative et Financière du C.C.A.S, secrétaire de séance en l'absence de la Directrice du C.C.A.S.

Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 15 octobre 2024

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 15 octobre 2024 est adopté à l'unanimité.





1. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée lors de la séance du jeudi 25 avril 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période des mois d'octobre et novembre 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Prend acte des comptes rendus annexés

Présentation du PowerPoint des délibérations financières par le chargé de mission budgétaire du C.C.A.S. de Rouen en annexe du présent procès-verbal.

2. Décision modificative n°3 du Budget Résidences Autonomie

La présente Décision Modificative n° 3 propose des modifications techniques qui ne bouleversent pas l'équilibre des crédits votés lors des étapes budgétaires précédentes.
Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 3 201 380 € soit +52 948 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 507,85 € (inchangé)

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 577 477 € (inchangé)



Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 500 230,15 € soit +49 678 €

- Comptabilisation d'un remboursement de taxe foncière (48,4 K€) des services fiscaux pour la résidence Trianon. Ce montant est également prévu en dépenses pour être reversé à la Ville. Cette opération n'a pas d'incidence sur le résultat du budget des résidences.
- Comptabilisation de 1,3 K€ correspondant à des avoirs titrés en cours d'exercice sur le budget des résidences.

Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 0 € (inchangé)

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 72 487 € soit + 3 270 €

- Reprise correspondant à un suramortissement pour certains biens acquis aux exercices précédents, dans le cadre de la fiabilisation de l'actif ordonnateur - comptable et selon la demande du Service de Gestion Comptable.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 021 025 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 132 409 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 824 546 € soit +48 448 €

- Reversement à la Ville d'un remboursement de taxe foncière par les services fiscaux.

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 223 400 € soit +4 500 €

- Ajustement des dotations aux amortissements des immobilisations, selon les investissements réalisés à l'exercice 2023.

Investissement : 1 041 705,84 € soit +4 500 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 769 182,84€ (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 920 € (inchangé)

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 31 703 € (inchangé)

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 223 400 € soit +4 500 €

- Ajustement des immobilisations selon le virement de la section de fonctionnement et les biens acquis à l'exercice 2023.

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 43 921 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 40 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 884 067,84 € soit +1 230 €

- Ajustement des crédits disponibles pour l'acquisition de matériels divers.

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € (inchangé)



Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » (dépenses d'ordre) : 3 270 000 €

- Virement à la section de fonctionnement correspondant au suramortissement de plusieurs biens acquis aux exercices précédents, dans le cadre de la fiabilisation de l'actif et selon la demande du Service de Gestion Comptable.

Ladite Décision Modificative n°3 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 22 mars 2024 relative à l'adoption de la Décision Modificative n° 1 pour l'exercice 2024 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du Compte de Gestion 2023 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du Compte Administratif 2023 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption de la Décision Modificative n°2 pour l'exercice 2024 du budget des résidences autonomie.

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°3 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 201 380 € soit +52 948 €.

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 507,85 € (inchangé)

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 577 477 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 500 230,15 € soit +49 678 €

Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 0 € (inchangé)

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 72 487 € soit + 3 270 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 021 025 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 132 409 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 824 546 € soit +48 448 €



Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 223 400 € soit +4 500 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 041 705,84 € soit +4 500 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 769 182,84€ (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 920 € (inchangé)

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 31 703 € (inchangé)

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 223 400 € soit +4 500 €

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 43 921 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 40 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 884 067,84 € soit +1 230 €

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » (dépenses d'ordre) : 3 270 € soit +3 270 €



4. Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables – Budget Résidences Autonomie

Le recouvrement de certains produits concernant l'année 2023 au profit du budget des Résidences n'a pu être obtenu pour des causes diverses mentionnées dans l'état transmis par le Service de Gestion Comptable. Cet état est annexé au présent projet de délibération.

Le montant de ces créances irrécouvrables s'élève à :

- Budget des Résidences.....74,25 €.

Il est demandé aux membres du Conseil d'Administration de bien vouloir décider l'ordonnancement au profit de M. le Comptable Public des sommes admises en créances éteintes, qui seront imputées sur les crédits ouverts au budget 2024 aux imputations suivantes :

Budget des Résidences :

Chapitre 65, article 6541, pour.....74,25 €

Répartition des créances éteintes par année d'émission de titre

| | Montant restant à recouvrer |
|----------------------|-----------------------------|
| 2021 | 74,25 |
| Total général | 74,25 |

Répartition des créances éteintes par motifs

| | Montant restant à recouvrer |
|-----------------------|-----------------------------|
| Poursuites sans effet | 74,25 |
| Total général | 74,25 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1617-5,

VU l'instruction comptable et budgétaire M.22.

CONSIDÉRANT que M. le Comptable Public a fait savoir aux services du C.C.A.S. que certains produits au profit du budget des Résidences n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1. Accepte d'admettre en non-valeur une somme de 74,25 € imputée sur le budget des Résidences,
2. Décide que la dépense sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 6541 (créances admises en non-valeur) pour 74,25 €.



5. Décision modificative n°2 du Budget Prestataire

La présente Décision Modificative n° 2 propose des modifications techniques qui ne bouleversent pas l'équilibre des crédits votés lors des étapes budgétaires précédentes.
Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 488 423 € (inchangé)

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 434 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 148 989 € (inchangé)

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté (déficit) » : 89,50 € (inchangé)

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 463 338,50 € (inchangé)

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 18 850 € soit -1 600 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 5 045 € soit +1 600 €

- Révision de la dotation aux amortissements en fonction des acquisitions réalisées à l'exercice précédent.



Investissement : 14 262,23 € soit +1 600 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 7 61 (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 1 606 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 045 € soit +1 600 €

- Amortissement des immobilisations : ajustement à la hausse selon le virement de la section de fonctionnement.

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 10 662,23 € soit +1 600 €

- Positionnement de 1 600 € complémentaires qui permettront le renouvellement des matériels de laverie.

Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Ladite Décision Modificative n°2 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'approbation de la Décision Modificative n° 1 du budget Prestataire.

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°2 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 488 423 € (inchangé)

**Recettes :**

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 434 € (inchangé)
 Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 148 989 € (inchangé)
 Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté (déficit) » : 89,50 € (inchangé)
 Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)
 Chapitre 012 « Charges de personnel » : 463 338,50 € (inchangé)
 Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 18 850 € soit -1 600 €
 Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 5 045 € soit +1 600 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 14 262,23 € soit +1 600 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 7 611,23 € (inchangé)
 Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 1 606 € (inchangé)
 Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 045 € soit +1 600 €

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 10 662,23 € soit +1 600 €
 Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)



6. Régularisation du résultat d'investissement 2023 du Budget CLIC des Aînés

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, même lorsque l'affectation du résultat est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du Conseil d'Administration de l'établissement. Cette délibération présente pour chacune des deux sections du budget général, ainsi que pour la section d'exploitation de chaque budget, annexe les décisions ou les propositions d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice.

La première proposition d'affectation du résultat 2023 du CLIC des Aînés, votée lors de la séance du 25 avril 2024, incluait une provision semi-budgétaire pour risques et charges d'un montant de 43 785 €, qui n'avait pas d'effet sur les résultats à reprendre (mise en réserves sur la classe 1 par le comptable). Le régime des provisions semi-budgétaires est le régime de droit commun qui s'applique au budget principal du C.C.A.S.

Or, le régime des provisions pour un budget M22 - cadre budget prévisionnel - est par défaut le régime des provisions budgétaires. Avec ce régime, la constitution d'une provision a pour conséquence l'émission d'un titre de recettes à la section d'investissement. Lors de la reprise d'une provision budgétaire, le montant de la provision est repris par un mandat d'investissement, avec pour contrepartie une recette de fonctionnement.

Ce régime influe par conséquent sur les résultats de la section de fonctionnement et d'investissement.

Le compte administratif 2023 du budget du CLIC, qui vous a été présenté au 25 avril 2024 comportait par conséquent une erreur concernant le résultat d'investissement. Le tableau ci-dessous présente la correction du résultat d'investissement :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Réf : 0022025
Publication : 06/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

| | | DÉPENSES | RECETTES |
|--|-------------------------------------|------------|------------|
| Réalizations de l'exercice (mandats et titres) | Section de fonctionnement | 412 457,32 | 348 972,87 |
| | Section d'investissement | 704,25 | 48 548,40 |
| Report de l'exercice N-1 | Report en section de fonctionnement | 0,00 | 64 777,37 |
| | Report en section d'investissement | 0,00 | 24 529,26 |
| Résultat cumulé | Section de fonctionnement | 412 457,32 | 413 750,24 |
| | Section d'investissement | 704,25 | 73 077,66 |
| | TOTAL CUMULÉ | 413 161,57 | 443 042,90 |

Le solde d'exécution de la section d'investissement fait ressortir un excédent de 47 844,15 € au titre de l'exercice 2023. En incorporant le solde de la section d'investissement 2023, le résultat à affecter en 2024 est de 72 373,41 €, et non 28 588,41 € comme délibéré initialement. Le montant du résultat d'investissement est augmenté du montant de la provision constituée au cours de l'exercice 2024 pour 43 785 €.

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 63 484,45 € pour l'année 2023. En incorporant le solde de la section de fonctionnement 2023, le résultat à affecter en 2024 est de 1 292,92 €.

Aucun reste à réaliser n'est constaté.

Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 63 484,45 € pour l'année 2023. L'excédent antérieur est de 64 777,37 €, ce qui diminue le résultat cumulé 2023 à 1 292,92 €.

Ce résultat excédentaire de 1 292,92 € sera repris au compte 002 « Résultat d'exploitation reporté » lors du vote de la prochaine décision modificative.

Section d'investissement :

Le résultat de l'exercice 2023 est un excédent de 47 844,15 €, l'excédent antérieur est de 24 529,26 €, ce qui porte le résultat cumulé 2023 à 72 373,41 €.

Ce résultat excédentaire corrigé de 72 373,41 € sera repris au compte 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » lors du vote de la décision modificative n°2 de l'exercice 2024.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,



Après avoir pris connaissance du projet de délibération.

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget du CLIC dressé par la Vice-Présidente du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 pour le budget du CLIC,
- Qu'il y a lieu de procéder au report du résultat excédentaire corrigé de la section d'investissement.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1. Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 1 292,92 € du budget du CLIC de la manière suivante :
 - o La totalité, soit 1 292,92 €, est portée au compte 002 « Résultat d'exploitation reporté ».
2. Approuve le report du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement pour 72 373,41 €, qui sera porté au compte 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté »



7. Décision modificative n°2 du Budget CLIC des Aînés

La présente Décision Modificative n° 2 propose des modifications techniques qui ne bouleversent pas l'équilibre des crédits votés lors des étapes budgétaires précédentes.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 392 232,92 € soit +100,00 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 292,92 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 390 840 € (inchangé)

Chapitre 019 « Autres produits d'exploitation » : 100 € soit +100 €

- Recette d'ordre correspondant au suramortissement d'un bien immobilisé

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 34 528 € soit +100 €

- Ajustement de 100 € sur les remboursements des dépenses transport au bénéfice des personnels

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 318 900,92 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 33 588 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 5 216 € (inchangé)



Investissement : 77 589,41 € soit +43 785 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 72 373,41 € soit +43 785 €

- Correction de l'excédent reporté à la section d'investissement selon la délibération corrigée d'affectation du résultat présentée lors de la même séance.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 448 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 768€ (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 64 321,41 € soit +43 785 €

- Le montant supplémentaire de 43 K€ d'excédent d'investissement est inscrit au chapitre 003. Les crédits disponibles à l'engagement aux comptes 20 et 21 sont suffisants pour les investissements 2024 du CLIC.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 400 € soit -100 €

- Ajustement lié au suramortissement constaté sur un bien immobilisé, qui permet de conserver l'équilibre de la section d'investissement.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 768 € (inchangé)

La maquette budgétaire est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'approbation de la Décision Modificative n°1 du CLIC,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n° 2 du budget CLIC pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

**Fonctionnement :**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 392 232 922 € soit +100 000 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 292,92 € (inchangé)

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 390 840 € (inchangé)

Chapitre 019 « Autres produits d'exploitation » (ordre) : 100 € soit +100 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 34 528 € soit +100 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 318 900,92 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 33 588 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 5 216 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 77 589,41 € soit +43 785 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 72 373,41 € soit +43 785 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » (ordre) : 448 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » (ordre) : 4 768 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 64 321,41 € soit +43 785 €

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 400 € soit -100 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 768 € (inchangé)

**8. Décision modificative n°2 du Budget principal**

La présente Décision Modificative n° 2 du budget principal 2024 du C.C.A.S. a pour objet d'ajuster certaines prévisions effectuées lors de la précédente étape budgétaire et d'inclure certaines opérations de clôture. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 8 432 987 € soit +30 715 €**Recettes :**

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 0 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 305 148 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 89 741 € soit +9 849 €

- Intégration du 1^{er} versement du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.) selon la convention pluriannuelle signée avec cet organisme en 2024.

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 7 936 621 € soit +10 544 €

- La participation de l'Etat au budget de la Chaloupe s'élève à 162 K€ pour 2024 et représente un montant supplémentaire de 17,8 K€ par rapport aux recettes escomptées dans le budget primitif.
- La Métropole a réduit cette année sa subvention au Programme de Réussite Educative (P.R.E.) de 7,3 K€. Cette participation tombe à 78,9 K€ en 2024, contre 86,2 K€ en 2023.



Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 81 430 € soit +3 409 €

- Constatation d'opérations diverses (avoirs, régularisations) déjà comptabilisées pour un montant de 3,4 K€.

Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 534 € (inchangé)

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €

- Intégration de reprises sur amortissement des immobilisations : dans le cadre de la fiabilisation de l'actif du C.C.A.S. et de la concordance entre le comptable et l'ordonnateur, il a été constaté que certains biens ont été sur-amortis au cours des exercices précédents. Pour régulariser, il est nécessaire de comptabiliser une recette de fonctionnement de 6,9 K€ (virement de la section d'investissement).

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 668 688,19 € (inchangé)

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 183 664 € soit +30 494 €

- Alimentation du compte « 60612 – énergies, électricité » en vue de régler des factures EDF restant impayées pour 35,6 K€.
- Le remboursement de frais au C.C.A.S. de Sotteville-lès-Rouen dans le cadre du projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » peut être diminué de 5,2 K€. Le montant prévisionnel du remboursement est d'environ 44 K€, après valorisation des frais de personnel portés directement par le C.C.A.S. de Rouen.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 5 011 015,32 € soit +19 240 €

- Ajustement de +33,4 K€ concernant la refacturation des personnels mutualisés en 2024. Le montant prévisionnel du remboursement à la Ville est de 330 K€ soit +63,7 K€ par rapport à 2023. La différence s'explique par des personnels absents ou non recrutés dans le montant refacturé de l'exercice 2023.
- Ajustement de -24 K€ concernant les frais de refacturation des personnels du Programme de Réussite Educative (P.R.E.) au C.C.A.S. En 2024, la coordinatrice du dispositif a changé de poste et n'a pas encore été remplacée.
- Inscription de 9,4 K€ relatifs à la subvention du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées pour faciliter le recrutement, le reclassement ou le maintien dans l'emploi, et la formation des personnels présentant un handicap.

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 1 337 764,43 € soit -33 187 €

- Après vérifications auprès du comptable qu'il a effectué toutes les actions et poursuites nécessaires, il est proposé d'admettre certains titres de recettes non recouvrés en non-valeurs pour 4,7 K€, soit +2,7 K€ dans la présente Décision Modificative.
- Le remboursement au Département d'une partie des recettes de F.S.E. (Fonds Social Européen) est revu à 33,9 K€ après que le recours gracieux a abouti à une réduction de 50 % du montant initialement demandé par les services départementaux.

Chapitre 66 « Charges financières » : 20 530 € soit +1 000 €

- Augmentation des crédits nécessaires au mandatement des intérêts des emprunts, selon les taux retenus par la banque en 2024.

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 14 868 € soit +6 868 €

- Inscription de crédits nécessaires à des opérations de régularisations de titres de recettes sur exercices antérieurs (erreur matérielle, abandon d'une créance).

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 14 272,06 € (inchangé)



Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €

- Révision des dotations aux amortissements selon les biens acquis à l'exercice précédent.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 440 927,21 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 3 853 € (inchangé)

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 0 € soit -29 548 €

- La subvention du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.) avait été intégrée en totalité en DM1 pour 29,5 K€. Or, la participation 2024 est une subvention de fonctionnement et s'élève à 9,5K€. Le reste de la subvention sera versé lors des exercices à venir, après envoi de bilans intermédiaires et selon les dépenses réellement engagées pour les personnes en situation de handicap employées par le C.C.A.S.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €

- Révision des amortissements des immobilisations, selon le virement de la section de fonctionnement.

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 91 700 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 221 971,76 € soit -8 543 €

- Ajustement des crédits inscrits pour l'acquisition de biens corporels, selon la diminution des recettes d'investissement (F.I.P.H.F.P.).

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 293 780,45 € soit -21 618 €

- Ajustement des crédits inscrits pour l'acquisition de biens corporels, selon la diminution des recettes d'investissement (F.I.P.H.F.P.).

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €

- Crédits nécessaires (6,9 K€) à la régularisation des suramortissements constatés par le comptable.

Ladite Décision Modificative n°2 est annexée au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 22 mars 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget principal du C.C.A.S.,



VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2024 du budget annexe de l'EHPAD,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation de l'E.R.R.D. 2024 de l'EHPAD,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 approuvant l'affectation du résultat du budget annexe de l'EHPAD,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 approuvant la clôture du budget annexe de l'EHPAD et de la reprise des résultats au budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption de la Décision Modificative n°1 du budget principal du C.C.A.S.

CONSIDÉRANT les modifications présentées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, accepte de voter la décision modificative n°2, ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 8 432 987 € soit +30 715 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 0 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 305 148 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 89 741 € soit +9 849 €

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 7 936 621 € soit +10 544 €

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 81 430 € soit +3 409 €

Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 534 € (inchangé)

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 668 688,19 € (inchangé)

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 183 664 € soit +30 494 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 5 011 015,32 € soit +19 240 €

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 1 337 764,43 € soit -33 187 €

Chapitre 66 « Charges financières » : 20 530 € soit +1 000 €

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 14 868 € soit +6 868 €

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 14 272,06 € (inchangé)

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €



Investissement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme
-23 248 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 440 927,21 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 3 853 € (inchangé)

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 0 € soit -29 548 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 91 700 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 221 971,76 € soit -8 543 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 293 780,45 € soit -21 618 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €



Madame Marie DESBORDES ne participe pas au vote de la délibération ci-après concernant « Rouen Terre d'Accueil »

9. Autorisation d'abandonner une créance dans le cadre d'une annulation de titre

La renonciation de tout ou partie du recouvrement d'une recette, pour tout autre motif qu'une erreur matérielle, doit être expressément autorisée par le Conseil d'Administration.

Au cas présent, l'annulation de recette concerne une remise gracieuse pour incapacité financière.

Cette annulation sera imputée sur les crédits ouverts au budget principal 2024 du C.C.A.S. de Rouen à l'imputation suivante pour un montant de 1 694,41 €.

Il s'agit :

- de trois titres émis au chapitre 70 (produits des services du domaine et ventes diverses), article 70878 (remboursement de frais par d'autres redevables) au nom de l'association « Rouen Terre d'Accueil ».

Il est proposé au Conseil d'Administration d'examiner l'abandon de la créance mentionnée ci-dessus, qui sera imputé sur les crédits ouverts au budget principal 2024 du C.C.A.S.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Instruction codificatrice de la comptabilité publique n° 05-050-M0 du 13 décembre 2005,

VU l'Instruction comptable et budgétaire M.57,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L.2121-29 du Code Général des Collectivités.



CONSIDÉRANT que l'annulation de certains titres de recettes requiert l'approbation de l'assemblée délibérante,

CONSIDÉRANT que la demande d'annulation des titres de recettes n°591 de l'exercice 2021, n°123 et n°611 de l'exercice 2022 est justifiée ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À LA MAJORITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS

Votants :

- contre : 0
- pour : 13
- abstention : 0

Ne prenant pas part au vote : 1 (Madame Marie DESBORDES)

1.- Accepte de renoncer au recouvrement des titres de recettes n°591 de l'exercice 2021, n°123 et n°611 de l'exercice 2022 pour un montant total de 1 694,41 €,

2.- Précise que l'annulation sera imputée au chapitre 67 (charges spécifiques), article 673 (titres annulés sur exercices antérieurs) du budget principal 2024 du C.C.A.S.



10. Admission en non-valeurs de créances irrécouvrables - Budget principal du C.C.A.S.

Le recouvrement de certains produits concernant l'année 2023 au profit du budget principal du C.C.A.S. n'a pu être obtenu pour des causes diverses mentionnées dans l'état transmis par le Service de Gestion Comptable. Cet état est annexé au présent projet de délibération.

Le montant de ces créances irrécouvrables s'élève à :

- Budget des Résidences.....4 731,04 €.

Il est demandé aux membres du Conseil d'Administration de bien vouloir décider l'ordonnancement au profit de M. le Comptable Public des sommes admises en créances éteintes, qui seront imputées sur les crédits ouverts au budget 2024 aux imputations suivantes :

Budget Principal :

Chapitre 65, article 6541, pour.....4 731,04 €

**Répartition des créances éteintes par année d'émission de titre**

| | Montant restant à recouvrer |
|----------------------|-----------------------------|
| 2016 | 269,03 |
| 2019 | 544,94 |
| 2020 | 1 867,87 |
| 2021 | 1 921,20 |
| 2022 | 128,00 |
| Total général | 4 731,04 |

Répartition des créances éteintes par motifs

| | Montant restant à recouvrer |
|---|-----------------------------|
| Poursuites sans effet | 4 329,97 |
| Débiteur décédé et demande renseignement négative | 401,07 |
| Total général | 4 731,04 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1617-5,

VU l'Instruction comptable et budgétaire M.57.

CONSIDÉRANT que M. le Comptable Public a fait savoir aux services du C.C.A.S. que certains produits au profit du budget principal du C.C.A.S. n'ont pu être recouverts pour des causes diverses.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1.- Accepte d'admettre en non-valeur une somme de 4 731,04 € imputée sur le budget principal du C.C.A.S.

2.- Décide que la dépense sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 6541 (créances admises en non-valeur) pour 4 731,04 €.

**11. Décision modificative n°2 du Budget S.S.I.A.D.**

La présente Décision Modificative n°2 propose des modifications techniques qui ne bouleversent pas l'équilibre des crédits votés lors des étapes budgétaires précédentes.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 1 554 146 € soit -3 165 €

Recettes :



Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 30 375,65 € (inchangé)

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 456 911 € soit -3 165 €

- La tarification 2024 a fixé un forfait global de soins 2024 pour le S.S.I.A.D. (Services de Soins Infirmiers À domicile) et l'E.S.A. (Equipe Spécialisée Alzheimer) à hauteur de 1 641 417 €, dont 1 456 911 € sont dédiés au S.S.I.A.D. Cette notification reçue en date du 9 décembre 2024, nécessite de baisser les prévisions initiales de recettes issues de la tarification.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 66 859,35 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 000 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 406 773 € soit -26 445 €

- Les charges de personnel peuvent être diminuées selon l'exécution prévisionnelle à fin décembre.

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 102 985 € soit +20 000 €

- Le S.S.I.A.D. doit financer le remboursement de 20 K€ d'indus à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie : pour rappel, les patients pris en charge par le S.S.I.A.D. sont libres de choisir, pour des soins infirmiers, soit les infirmières salariées du S.S.I.A.D., soit des infirmières libérales conventionnées avec le S.S.I.A.D. Dans ce 2^{ème} cas le S.S.I.A.D. règle les honoraires des infirmiers libéraux sur son budget propre, grâce à la dotation globale de fonctionnement, qui inclut ces prestations pour ces patients. Si par mégarde, certains soins ont été pris en charge par le régime général via la carte vitale, la C.P.A.M. est en droit de demander le remboursement de ces indus au S.S.I.A.D.

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 11 388 € soit +3 280 €

- Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles augmentent en raison de diverses acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent.

Investissement : 65 424,82 € soit +3 280 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : +54 036,82 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 11 388 € soit +3 280 €

- Virement de la section de fonctionnement.

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 30 424,82 € soit +3 280 €

- Le surplus de la dotation aux amortissements servira au renouvellement des matériels.

Ladite Décision Modificative n°2 est annexée au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2022 du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'approbation de la Décision Modificative n°1 du S.S.I.A.D.,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°2 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 554 146 € soit -3 165 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 30 375,65 € (inchangé)

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 456 911 € soit -3 165 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 66 859,35 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 000 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 406 773 € soit -26 445 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 102 985 € soit +20 000 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 11 388 € soit +3 280 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 65 424,82 € soit +3 280 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : +54 036,82 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 11 388 € soit +3 280 €

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 30 424,82 € soit +3 280 €

Le chargé de mission des Finances du C.C.A.S. évoque les conséquences financières et sur le temps de travail du S.S.I.A.D. des indus à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des soins infirmiers prodigués par des libéraux. Madame Béatrice BOCHET sollicite des précisions. Il lui est indiqué que ces situations qui font le choix de garder leur infirmier libéral et qu'il n'y a pas de double paiement des acc...



12. Autorisation relative au mandatement des dépenses d'investissement avant appobation du budget primitif 2025

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales en son article L 1612-1, dans le cas où le budget de la collectivité n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'ordonnateur est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'ordonnateur peut, sur autorisation du Conseil d'Administration, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférant au remboursement de la dette.

Cette autorisation du Conseil d'Administration doit être précise quant au montant et à l'affectation de ces crédits.

Il est précisé que cette autorisation ne signifie évidemment pas que les crédits concernés seront effectivement engagés.

Afin d'assurer une continuité de fonctionnement des services jusqu'à l'adoption de son budget principal 2025, il est donc proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans le cadre de ces principes dont le détail est joint en annexe 1.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1612-1,

VU l'Article L232-1 du Code des Juridictions Financières,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent jusqu'à l'adoption du budget primitif du budget principal 2025 dont le détail est joint en annexe 1,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à :

- Engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite de 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent jusqu'à l'adoption du budget primitif du budget principal 2025 dont le détail est joint en annexe 1.

Madame Martine LELAIT soulève que les délibérations budgétaires se réfèrent à une expertise technique souvent complexe. Il est proposé qu'un petit mémo explicatif puisse être communiqué par la Direction des Finances.

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/02/2025
Publication : 06/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



13. Régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.)

Il appartient à l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de fixer le régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) dans la limite maximale du régime indemnitaire dont bénéficient les différents services de l'Etat.

En application du principe de parité, les agents territoriaux relevant d'un grade de la catégorie C et de la catégorie B (le décret du 19 novembre 2007 a supprimé l'indice plafond pour la catégorie B) peuvent prétendre à l'indemnisation des heures supplémentaires.

Pour rappel, les heures supplémentaires sont définies comme des heures effectivement réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires fixées par le cycle de travail de l'agent. Les heures supplémentaires de nuit sont celles accomplies entre 22h et 7h. Le nombre d'heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies est limité à 25 heures par mois, toutes catégories confondues. Toutefois, des heures supplémentaires pourront être effectuées au-delà du contingent mensuel de 25 heures, sur décision de l'autorité territoriale, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, pour une durée limitée. Dans ce cas, le Comité Social Territorial doit être immédiatement informé.

Lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet d'un repos compensateur, les heures supplémentaires sont rémunérées sous la forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires selon les taux en vigueur définis par décret.

Par délibération du 19 février 2021, le C.C.A.S. de Rouen a actualisé la liste des grades éligibles au paiement des I.H.T.S.

Lors d'un contrôle effectué en septembre 2024, le comptable a attiré notre attention sur l'obligation légale de lister les emplois / fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires et non les grades.

Ladite liste est annexée au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à régulariser la situation en transmettant au comptable la liste des fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S. Cette régularisation est sans impact budgétaire.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L 714-4 et suivants,

VU le Décret 91-875 du 6 septembre 1991,

VU le Décret 2002-60 du 14 janvier 2002,



VU le Décret 2007-1370 du 19 novembre 2007,

VU la Délibération du 19 février 2021 du Conseil d'Administration du C.C.A.S. indemnitaire et les heures supplémentaires,

VU la Délibération du 2 juillet 2021 du Conseil d'Administration du C.C.A.S portant adoption du règlement du temps de travail.

CONSIDÉRANT qu'il convient de régulariser la situation en transmettant au comptable une liste des fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Décide d'approuver la liste annexée à la présente délibération définissant les fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S.



14 Renouvellement de la convention en partenariat avec le Centre de Gestion de la Seine-Maritime relative à la prestation de médecine du travail pour la Ville et le C.C.A.S. de Rouen – Autorisation de signature

Suite au départ de la collectivité du médecin de prévention et à la vacance du poste d'infirmière en 2020, et en raison de la tension forte sur le marché de l'emploi des professionnels de santé publique, et notamment des médecins de prévention, la Ville et le C.C.A.S de Rouen ont signé avec le Centre Départemental de Gestion de la Seine-Maritime (C.D.G. 76) une convention de partenariat permettant la mise à disposition de médecins du travail et d'une équipe pluridisciplinaire. Cette convention a ainsi pris effet le 15 novembre 2020 et est arrivée à échéance le 14 novembre 2024.

Sont mis à disposition de la Ville et du C.C.A.S de Rouen au titre de cette convention, selon les effectifs déclarés au C.D.G. 76 :

- trois médecins du travail (dont un médecin pour le C.C.A.S et un médecin référent),
- un.e infirmier.ère en santé/prévention,
- un.e ingénieur.e ergonomiste (études de poste, conseils en ergonomie),
- un.e ingénieur.e hygiène et sécurité (sensibilisation, conseil en hygiène et sécurité),
- un.e psychologue du travail.

Si l'ensemble de ces professionnels ne sont pas sollicités au quotidien en raison des ressources internes présentes à la Ville et au C.C.A.S., cette équipe pluridisciplinaire permet néanmoins aux médecins du travail et à l'infirmier.ère de s'appuyer sur des professionnels spécialistes et de mener des projets de prévention dans le cadre du Plan santé.

MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION PRÉCÉDENTE

Dans le cadre de cette convention, ont été réalisées par les médecins du travail et infirmiers.ères au travail :

- 1063 visites médicales ou entretiens infirmiers en 2021,
- 961 visites en 2022,
- 1082 visites en 2023,
- 761 visites en 2024 (au 25/10/2024 - 1 médecin absent depuis janvier 2024, départ de deux infirmiers du C.D.G. 76).



Le Service Santé Qualité de Vie au Travail (S.Q.V.T.) de la DRH optimise le temps médical pour traiter les situations les plus sensibles et peut également alerter le C.D.G. 76 en cas de besoin d'une visite médicale supplémentaire pour des cas d'urgence. L'année 2024 a été marquée par l'absence d'un médecin du travail depuis janvier (relais pris par les autres médecins) et le départ de deux infirmiers au travail. Des créneaux ont été proposés en complément dans les locaux du C.D.G. 76 avec d'autres infirmières au travail.

Dans le cadre du tiers-temps médical, les médecins du travail ont également réalisé différentes visites de site (locaux DEPN, DPB, écoles, crèches, C.C.A.S...) en présence d'ingénieurs ergonomes notamment. Ces visites donnent lieu à des rapports de visite et permettent une meilleure compréhension des environnements de travail par les médecins ainsi que l'élaboration de préconisations à destination du service S.Q.V.T.

En complément des échanges quasi quotidiens entre l'équipe pluridisciplinaire du C.D.G. et le service S.Q.V.T., des réunions de coordination trimestrielles sont organisées afin d'échanger sur l'organisation des visites médicales, les actualités des services et de la médecine du travail, des alertes éventuelles ou des situations individuelles.

Par ailleurs, lors de la phase de transition entre le départ de la psychologue du travail et la mise en œuvre du marché d'accompagnement individuel et collectif, le C.D.G. 76 a pu, grâce à la convention mise en place, assurer le suivi psychologique de 7 agents en 2022 et 16 agents en 2023.

Dans le cadre des plans santé 2020-2022 et 2023-2024, élaborés en collaboration avec le service S.Q.V.T. et l'équipe pluridisciplinaire du C.D.G. 76, plusieurs actions ont pu être menées :

- Prévention de l'usure professionnelle en lien avec l'expérimentation de la démarche G.P.E.E.C. (agents du garage municipal et assistants de direction)
- Evaluation des risques liés aux produits Cancérigènes Mutagènes Reprotoxiques (C.M.R., amiante, poussière de bois, silice cristalline)
- Suivi du projet d'évaluation des Risques Psycho-Sociaux et de l'élaboration du plan de prévention (en cours)
- Audio et visio-tests pour les agents ciblés par le service S.Q.V.T. en lien avec les assistants de prévention
- Réunion de présentation et échanges avec les directions (D.E.P.N., D.V.S., D.P.E.)

MODALITÉS DE LA NOUVELLE CONVENTION

La nouvelle convention portera également sur une durée de 4 ans et prévoit l'élaboration d'un nouveau plan de santé définissant les actions à mettre en place pour assurer la surveillance et le suivi des conditions d'hygiène et de santé des agents.

L'équipe pluridisciplinaire pourra être mise à disposition dans les mêmes conditions que précédemment, en prévoyant un nombre de créneaux de visites médicales alloué proportionnel à l'effectif déclaré par la Ville et le C.C.A.S.

Dans le cadre du futur plan santé, des actions relatives au maintien dans l'emploi (fiche de capacités) et prévention de l'usure professionnelle pourront être menées en collaboration entre le C.D.G. 76 et le service S.Q.V.T. Des réunions d'élaboration de ce plan santé sont organisées sur la fin de l'année 2024 et premier trimestre 2025.

MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le coût annuel et forfaitaire est déterminé en fonction de l'effectif d'agents médicalement à suivre. Pour l'année 2024, il est de 94.20 € par agent et par an, pour les collectivités non affiliées et de 76.70 € pour les collectivités déjà affiliées (comme c'est le cas du C.C.A.S de Rouen). Le coût total annuel pour nos deux structures est estimé à 270 000 € par an pour la Ville de Rouen et 30 000 € pour le C.C.A.S.



Ce forfait annuel couvre la mise à disposition de l'ensemble des prestations de la médecine du travail : la visite d'information et visite de prévention, une visite à la demande de la collectivité de l'agent ou de son médecin de soins, la ou les visites supplémentaires à la demande du médecin du travail, les visites de demande de Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé ou de Reconnaissance de Maladie Professionnelle, les études de poste.

Une majoration de +50 % sera appliquée pour chaque agent vu pour la première fois par un médecin du travail ou une infirmière en santé au travail du C.D.G. 76, en raison de la création du dossier informatique de l'agent et l'examen par le professionnel de santé de son profil personnel et professionnel initial (antécédents médicaux, parcours professionnel, fiche de poste, risques professionnels notamment).

Une pénalité financière est également appliquée pour chaque absence non justifiée à une visite programmée, et dont le montant est fixé à 10 € en 2024.

Ces montants sont définis et susceptibles de modification par le Conseil d'Administration du C.D.G. 76.

Au vu de la collaboration mise en œuvre avec le C.D.G. 76 et des difficultés de recrutement toujours présentes sur le marché du travail pour les professionnels de santé, il est proposé le renouvellement de la convention.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à approuver les modalités de cette convention de partenariat.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L 452-47,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU le Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

VU l'Avis de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité et de Conditions de Travail (F.S.S.S.C.T.) du 10 décembre 2024,

VU la Convention présentée en annexe.

CONSIDÉRANT que le Centre Départemental de Gestion de la Seine-Maritime (C.D.G.76) assure, pour le compte des collectivités et établissements non-affiliés, des missions optionnelles auxquelles les collectivités et établissements peuvent adhérer par convention,

CONSIDÉRANT que l'accès à ces missions optionnelles est conditionné à la signature préalable de la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du C.D.G. 76,

CONSIDÉRANT que la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen ont signé une convention-cadre d'adhésion aux missions optionnelles de médecine préventive le 6 mai 2024,

CONSIDÉRANT que la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen ont signé une convention d'adhésion à la mission optionnelle de médecine préventive arrivée à échéance le 15 novembre 2024,



CONSIDÉRANT qu'au vu des difficultés de recrutement des médecins et infirmiers de prévention et du partenariat déjà mis en place avec le C.D.G. 76, la Ville de Rouen souhaite renouveler la convention avec le C.D.G. 76 sur la mission « médecine professionnelle ».

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À LA MAJORITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS

Votants :

- contre : 0
- pour : 13
- abstention : 1

1.- Approuve les termes de la convention d'adhésion à la mission « médecine professionnelle » du C.D.G. 76,

2.- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la convention,

3.- Précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 12, article 7673-6475 du budget principal

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. demande à ce que le détail des données chiffrées, spécifique au C.C.A.S., soit transmis.

Madame la Directrice Adjointe de la Direction des Ressources Humaines s'engage à communiquer celui-ci.

Madame Béatrice BOCHET requiert des précisions quant à la typologie des visites médicales.

Madame la Directrice Adjointe de la Direction des Ressources Humaines mentionne les différents types de visites médicales (RQTH, aménagement de poste, visite annuelle obligatoire, visite d'embauche...).

Madame Béatrice BOCHET s'abstient.



Départ de Monsieur Jean-Pierre TREDET.

15. Règlement de formation de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen

Le règlement de formation, commun aux agents de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), est mis en conformité avec les dernières modifications réglementaires relatives aux nouveaux dispositifs de formation tels que le congé de transition professionnelle, la période d'immersion professionnelle et le renforcement des droits d'accès aux formations à caractère personnel d'agents identifiés comme prioritaires.

Les parcours de formation sont désormais co-construits, ajustés et accompagnés chaque année au sein de la collectivité dans une logique d'adaptation régulière et d'anticipation des mobilités internes et externes.

L'accompagnement individualisé réalisé par l'équipe Formation Accompagnement des Compétences de la Direction des Ressources Humaines (D.R.H.) à travers les dispositifs de formation proposés dans le nouveau règlement de formation se développe conformément à la nouvelle réglementation nationale sur les projets d'évolution professionnelle, le renforcement des plans individuels de développement de compétences et la lutte contre l'usure professionnelle.



Outre la mise en place de l'ensemble des dispositifs de formation permettant cette mise en conformité, le nouveau règlement de formation se veut plus complet et accessible ainsi il présente le fonctionnement et l'organisation du secteur Formation de la D.R.H. et comporte des fiches pour chaque dispositif de formation.

Concernant plus spécifiquement le Compte Personnel de Formation (C.P.F.) le montant de la prise en charge des frais pédagogiques est calculé au prorata du nombre d'heures acquises et du coût réel de la formation, dans la limite de 20 € l'heure, avec un plafonnement dans la limite des heures C.P.F. acquises et du budget disponible pour les projets de formation à caractère personnel. Les frais pédagogiques au-delà du plafond proratisé seront pris en charge par l'agent selon le mode de calcul suivant :

- Prise en charge de la collectivité = coût horaire plafonné à 20 € X nombre d'heures de la formation,
- Reste à charge de l'agent = coût pédagogique de la formation – prise en charge de la collectivité.

Enfin, concernant le dispositif du congé de transition professionnelle, l'agent conserve durant ce congé son traitement brut, l'indemnité de résidence et le Supplément Familial de Traitement, à l'exclusion des autres primes et indemnités.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à consentir à l'adoption du nouveau règlement de formation de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen et les principes de prise en charge des frais de formation et de rémunération de l'agent en congé de transition professionnelle présentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

VU le Décret n° 2008-513 du 29 mai 2008 modifiant les statuts particuliers de certains cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2008-830 du 22 août 2008 relatif au livret individuel de formation,

VU le Décret n° 2015-1385 du 29 octobre 2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale,



VU le Décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compo[n]nel d'activité dans la Fonction Publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie, modifié notamment par le décret n° 2019-1392 du 17 décembre 2019,

VU le Décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et à l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle,

VU les Articles R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.115-4 et L.421-1 à L.424-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

VU la Charte européenne pour l'égalité femmes et hommes dans la vie locale élaborée en 2006 et actualisée en 2022 dans le cadre d'un projet européen porté par le Conseil des Communes et Régions d'Europe,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 18 décembre 2024 relative au règlement des frais de déplacement des agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 18 octobre 2024.

VU le projet de règlement annexé,

CONSIDÉRANT que la politique des ressources humaines de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen est favorable au développement des compétences et de l'ingénierie formation au profit des agents et des services conformément aux grandes orientations de la collectivité et à l'évolution des métiers,

CONSIDÉRANT que consolider la formation et le développement des compétences permet d'adapter l'action publique locale, de construire les services publics de demain de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen et de préparer les agents aux défis actuels et futurs dans une société au cœur des transitions territoriales, écologiques, sociétales ou numériques,

CONSIDÉRANT qu'il convient de préciser les modalités de prise en charge des frais de formation pour les projets de développement des compétences collectifs et individuels des agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen et le principe de rémunération des agents en congé de transition professionnelle.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le nouveau règlement de formation de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen annexé.

Madame Béatrice BOCHET demande si les Validations des Acquis de l'Expérience (V.A.E.) sont suivies et financées par la Ville.

Madame la Directrice Adjointe de la Direction des Ressources Humaines le confirme.

Madame Martine LELAIT évoque le Compte d'Engagement Citoyen (C.E.C.), permettant d'acquérir des droits à formation inscrits sur le Compte Personnel de Formation (C.P.F.), et souligne que le guide dédié au bénévolat proposé en annexe est bien présenté.



16. Règlement des frais de déplacement de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen



Le règlement concernant les frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen, mis en conformité avec les dernières modifications réglementaires relatives aux déplacements professionnels et aux déplacements liés à la formation, a été adopté au Conseil Municipal du 11 avril 2024.

Afin que les agents soient remboursés à hauteur des frais engagés dans le cadre d'une formation obligatoire en dehors de la résidence administrative, une modification est proposée.

En effet, il est prévu que le déplacement pour suivre une formation soit pris en charge par la collectivité lorsque l'organisme de formation ne le fait pas.

Il est proposé d'ajouter que, par exception, lorsque l'organisme de formation prend en charge les frais d'essence, la collectivité prend en charge les coûts de péage supportés par l'agent lorsque cela est justifié par la réunion des critères suivants :

- le moyen de transport le plus adapté au déplacement est le véhicule personnel de l'agent en raison d'absence d'alternative de transport en commun adapté
- formation à caractère obligatoire et se déroulant à minima sur 3 semaines

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à adopter le nouveau règlement des frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen et joint en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

VU l'Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

VU l'Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

VU les Articles R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 22 février 2022 relative au règlement des frais de déplacement de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen,

VU le Règlement annexé,



CONSIDÉRANT que la politique des Ressources Humaines de la Ville est favorable au développement des compétences et au soutien de modes de déplacement éco-responsable,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assouplir les conditions de remboursement et de revaloriser les plafonds des indemnités de déplacement des agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen,

CONSIDÉRANT que le Comité Social Territorial du 18 octobre 2024 a émis un avis favorable à l'unanimité.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1.- Abroge le précédent règlement des frais de déplacement adopté par la délibération 10-41 du Conseil Municipal adoptée le 11 avril 2024 sur les frais de déplacement des agents de la Ville et C.C.A.S. de Rouen,

2.- Adopte le nouveau règlement des frais de déplacement de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen joint en annexe.

Madame Félicie RENON demande si la réservation d'un Airbnb peut être prise en compte.

Madame la Directrice Adjointe de la Direction des Ressources Humaines le confirme.



17. Avenant à la convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen - Autorisation de signature

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen est un Etablissement Public Administratif Communal. Il anime une action générale de prévention et de développement social en liaison avec les institutions publiques et privées, conformément aux articles L123.4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Une convention de prestations de services en date du 22 février 2022 fixe les dispositions relatives aux concours apportés par la Ville de Rouen au C.C.A.S. et réciproquement. Elle recense les domaines concernés et fixe les modalités d'intervention de chacun. Elle précise également la nature et les modalités de calcul de leur coût sauf dispositions particulières.

A ce titre, le C.C.A.S. bénéficie du support régulier des services de la Ville de Rouen pour l'exercice des fonctions suivantes :

- Ressources Humaines (part non transformée en service commun),
- Systèmes d'information,
- Gestion du parc automobile,
- Affaires juridiques / commande publique,
- Communication, relations publiques et manifestations,
- Espaces Verts (élagage),
- Courrier.

Cette convention arrive à échéance le 1^{er} janvier 2025. Comme le permet son article 10, la Ville de Rouen a décidé de la proroger d'un an, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2026 par avenant, présenté en annexe. Ce avenant permettra de finaliser l'état de lieux de la mutualisation et d'en adapter les modalités le cas échéant.

Réception par le préfet : 05/02/2025

Publication : 06/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-4-2,

VU la Convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen en date du 22 février 2022,

CONSIDÉRANT la nécessité de proroger la convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen d'un an,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer l'avenant à la convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen en date du 22 février 2022 tel que présenté en annexe.



18. Attribution marché public de services d'assurances

Les actuels marchés de services d'assurances du C.C.A.S. de Rouen arrivent à échéance le 31 décembre 2024.

Il convient de souscrire les nouveaux contrats d'assurances relatifs aux risques :

- Lot n°1 – Assurance des dommages aux biens et des risques annexes,
- Lot n°2 – Assurance des responsabilités et des risques annexes ;
- Lot n°3 – Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes ;
- Lot n°4 – Assurance de la protection juridique de la collectivité ;
- Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaire et titulaire du C.C.A.S.

Par délibération du 21 juin 2024, il a été convenu que ce contrat puisse bénéficier d'une durée de 5 ans. Cette durée a été revue à la baisse, soit 4 ans, afin de permettre au C.C.A.S. et à la Ville de mettre en place un groupement de commandes pour le prochain marché de services assurances. En l'occurrence le marché débutera le 1^{er} janvier 2025 et expirera le 31 décembre 2028.

Conformément aux articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2 1 du Code de la Commande Publique, une procédure d'appel d'offres ouvert a été réalisée.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) a été publié le 28 octobre 2024 au JOUE, au BOAMP et sur mpe76.

La date limite de réception des offres a été fixée au 28 novembre 2024 à 12h00.

L'ouverture des plis a été effectuée le 28 novembre 2024, les 9 candidatures reçues ont été jugées recevables.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots N°1 à 4 :

| Critères | Pondération |
|---------------------|-------------|
| 1- Valeur technique | 55 |
| 2- Prix | 45 |

**Pour le lot N°5 :**

| Critères | Pondération |
|-------------------------|-------------|
| 1- Valeur technique | 30 |
| 2- Prix | 40 |
| 3- Assistance technique | 30 |

Pour l'ensemble des lots, les échelles de notation des sous-critères de la valeur technique sont les suivantes :

| Grille de notation sur 5 |
|--|
| 5 : Correspond exactement à la demande |
| 4 : Se rapprochant |
| 3 : Différente mais acceptable |
| 2 : Eloignée |
| 1 : Très éloignée |

| Grille de notation sur 10 |
|---|
| 10 : Correspond exactement à la demande |
| Entre 7 et 9 : S rapprochant |
| Entre 5 et 6 : Différente mais acceptable |
| Entre 3 et 4 : Eloignée |
| Entre 1 et 2 : Très éloignée |

Assistance technique :

Les échelles de notation des sous-critères sont les suivantes :

| Grille de notation sur 5 |
|--------------------------|
| 5 : Très bien |
| 4 : Bien |
| 3 : Assez bien |
| 2 : Moyen |
| 1 : Insuffisant |

| Grille de notation sur 10 |
|----------------------------|
| 10 : Très bien |
| Entre 7 et 9 : Bien |
| Entre 5 et 6 : Assez bien |
| Entre 3 et 4 : Moyen |
| Entre 1 et 2 : Insuffisant |

A la suite de l'analyse des offres, les candidats suivants sont retenus :

| Nature du lot | Libellé du lot | Nom ou Raison Sociale de la société | Montant- annuel T.T.C. |
|---------------|---|-------------------------------------|------------------------|
| Lot 1 | Assurance des dommages aux biens et des risques annexes | RELYENS | 17 045,41 € |
| Lot 2 | Assurance des responsabilités et des risques annexes | SMACL | 4 430,66 € |
| Lot 3 | Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes | GOUPIL / AXA | 20 997,07 € |
| Lot 4 | Assurance de la protection juridique de la collectivité | RELYENS MUTUAL | 829,00 € |
| Lot 5 | Assurance des prestations statutaires | WTW / CNP | 174 632,44 € |

La Commission d'Appel d'Offres du C.C.A.S. de Rouen s'est réunie le 18 décembre 2024.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Fixer la durée dudit contrat à un an renouvelable 3 fois à compter du 1^{er} janvier 2025,
- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer et à notifier les marchés et les éventuels avenants en moins-value ou dépourvus d'incidence financière ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2 1 du Code de la Commande Publique,

VU l'Article R. 123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 21 juin 2024 relative au lancement de la procédure d'appel d'offres ouverte - marché à procédure adaptée de services d'assurances : dommage aux biens, responsabilité civile, flotte automobile, protection juridique, risques statutaires,

CONSIDÉRANT l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 18 décembre 2024,

CONSIDÉRANT la nécessité d'attribuer ces marchés,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Fixe la durée dudit contrat à un an renouvelable 3 fois à compter du 1^{er} janvier 2025,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer et à notifier les marchés et les éventuels avenants en moins-value ou dépourvus d'incidence financière ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial :

| Nature du lot | Libellé du lot | Nom ou Raison Sociale de la société | Montant- annuel T.T.C. |
|---------------|---|-------------------------------------|------------------------|
| Lot 1 | Assurance des dommages aux biens et des risques annexes | RELYENS | 17 045,41 € |
| Lot 2 | Assurance des responsabilités et des risques annexes | SMACL | 4 430,66 € |
| Lot 3 | Assurance des véhicules à moteur et des risques annexes | GOUPIL / AXA | 20 997,07 € |
| Lot 4 | Assurance de la protection juridique de la collectivité | RELYENS MUTUAL | 829,00 € |
| Lot 5 | Assurance des prestations statutaires | WTW / CNP | 174 632,44 € |



- Précise que les dépenses en résultant seront imputées à compter du budget 2025 et suivants, sur les crédits ouverts :
 - LOTS 1,2,3,4 :
 - Budget Principal : compte 616 chapitre 011
 - Budget annexes : compte 616 groupe 3
 - LOT 5 :
 - Budget Principal : compte 6455 chapitre 012
 - Budgets Annexes : compte 616 groupe 3

Madame Martine LELAIT relève que les montants sont conséquents pour le C.C.A.S.



19. Convention de partenariat entre le C.C.A.S. de Rouen et l'association Unis-Cité - Autorisation de signature

L'association Unis-Cité, ayant pour objectif d'animer et de développer des programmes de service civique volontaire pour les jeunes, propose en partenariat avec le Centre Communal d'Action sociale de Rouen de mener des actions bénévoles en faveur des personnes hébergées dans les résidences autonomie. Ces actions conduites en équipe pendant huit mois à raison de 28 heures par semaine répondent à plusieurs objectifs : renforcer le lien intergénérationnel, apporter une aide pour l'utilisation des outils numériques, rompre l'isolement, favoriser le bien-être et le bien-vivre des personnes âgées dans leur environnement et contribuer à préserver l'autonomie et le maintien à domicile des personnes qui vivent chez elles. Le Centre Communal d'Action Sociale devra identifier un référent dans chacune des 4 résidences. De même, les thématiques répondant aux besoins des résidents seront coordonnées et des outils de suivi seront mis en place.

Ainsi, les jeunes volontaires pourront dans ce cadre et selon les modalités définies par leur référent, assurer les missions suivantes (non exhaustives) :

- Des visites de courtoisie à domicile pour les seniors qui souhaitent partager des moments de convivialité,
- Des activités collectives ludiques et créatives,
- Des ateliers bien-être / détente et apprentissage de petits gestes au quotidien pour préserver la forme et la motricité,
- Aide à la promenade.

Les services proposés dans ce cadre seront gratuits pour les seniors bénéficiaires.

Après échanges et rencontres avec le partenaire, les résidences autonomie sont favorables à l'accueil d'une équipe de 4 jeunes, une journée par semaine (hors vacances scolaires), en alternance entre les résidences La Rose des Sables et Trianon. Leurs interventions seront consacrées à de l'animation collective, préparée en amont, et à des temps de lien social individuels avec les résidents ciblés par les professionnels de la résidence.

Les assistantes de convivialité seront identifiées comme référentes et principales interlocutrices de l'encadrant des jeunes au sein du dispositif.

Ce partenariat est sans incidence financière pour le C.C.A.S.



La présente convention définit dans ses articles, les modalités d'organisation, les engagements respectifs, les moyens engagés par le C.C.A.S. de Rouen, les modalités de suivi et de bilan, la durée ainsi que les modifications, le renouvellement et la rupture de la convention.

La convention est conclue pour une durée qui prendra effet à la date de signature jusqu'à la fin de la mission des volontaires, à savoir le 13 juin 2025.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, La Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

CONSIDÉRANT que la lutte contre l'isolement, et le développement des liens intergénérationnels font partie des objectifs des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT que les métiers du grand âge représentent un secteur en tension, dont les besoins sont croissants.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'Association Unis-Cité, située 65 avenue de Bretagne à Rouen, représentée par Monsieur MORLOT Frédéric, responsable d'Antenne dûment habilité aux fins de signer.

Madame Elisabeth ALAZARD invite à soutenir la convention au regard de la motivation des jeunes de cette association.



20. Convention de subvention accordée par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de la Chaloupe pour l'année 2024 - Autorisation de signature

La subvention sollicitée par délibération du 26 septembre 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (D.D.E.T.S.) pour le financement de l'accueil de jour la Chaloupe a été accordée.

La D.D.E.T.S. propose une convention d'une durée d'un an du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 d'un montant de 162 012 € correspondant à 32.10 % du coût total de l'action intégrant la contribution financière de l'État pour compenser le coût de la revalorisation salariale des professionnels de la filière socio-éducative, dans le secteur « Accueil, Hébergement, Insertion » (A.H.I.), exerçant un métier référencé même sans détenir un diplôme particulier. L'ensemble des

agents exerçant à la Chaloupe sont considérés par l'État comme exerçant des fonctions d'agent de l'État. Le C.C.A.S. de Rouen est autorisé à exercer des fonctions d'éducateur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Réception par le préfet : 05/02/2025

Publication : 06/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Le montant de la compensation proposée correspond aux 7,35 ETP affectées à la Chaloupe et répondant aux critères d'éligibilité de la notice A.H.I. de juin 2022.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention avec La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2024.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 modifiée relative à la politique de santé publique notamment son article 8,

VU la Décision du Gouvernement et les annonces réalisées le 18 février 2022 à Paris de M. Jean CASTEX, Premier Ministre, sur les mesures prises en faveur des métiers de l'accompagnement social et médico-social et la notice de juin 2022 pour l'application au secteur « Accueil, Hébergement, Insertion »,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 26 septembre 2024 relative à la demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de la Chaloupe en 2024,

VU la Convention annexée,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. dans le parcours 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère de la cohésion des territoires,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2024,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



21. Contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen – Autorisation de signature

L'accueil de jour « La Chaloupe » du C.C.A.S. de Rouen ne dispose pas d'équipements pour la

fabrication des repas dédiés à ses usagers. Le C.C.A.S. de Rouen souhaite poursuivre le partenariat avec l'Unité Centrale de Production Alimentaire (U.C.P.A.) du CHU-Hôpitaux de Rouen selon le principe de la liaison froide pour la restauration des usagers de « La Chaloupe ».

Ainsi, il convient de conclure un contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen. Il est notamment convenu que :



- le contrat de coopération public-public est conclu à partir de sa date de signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2025 et sera reconductible tacitement 5 fois pour des périodes de 12 mois,
- le nombre estimatif de repas livrés est de 40 par jour du lundi au vendredi sauf jours fériés,
- la participation financière du C.C.A.S. de Rouen s'élève à 3,22 € HT soit 3,54 € TTC pour les repas. Le CHU-Hôpitaux de Rouen s'engage à facturer au C.C.A.S. de Rouen les éléments d'épicerie sèche et le pain à prix coûtant,
- le CHU-Hôpitaux de Rouen fournira les éventuelles « queues de production » gracieusement au C.C.A.S. de Rouen.

Ledit contrat de coopération public-public est annexé au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer le contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen,
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les éventuels avenants à ce contrat dépourvu d'incidence financière ou générant une moins-value ou une plus-value dans la limite de 5 %,
- préciser que les dépenses en résultant seront inscrites au compte 611 « Contrats de prestations de service » du budget principal.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 modifiée relative à la politique de santé publique notamment son article 8,

VU le Décret n°95 du 6 mai 1995 relatif aux Centres Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale,

VU le Code de la Commande Publique,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que le contrat de coopération public-public conclu avec le CHU-Hôpitaux de Rouen permettra au C.C.A.S. de Rouen de proposer des repas aux usagers de son accueil de jour « La Chaloupe »,



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président ou son représentant à :

- Signer le contrat de coopération public-public entre le C.C.A.S. de Rouen et le CHU-Hôpitaux de Rouen,
- Signer les éventuels avenants à ce contrat dépourvus d'incidence financière ou générant une moins-value ou une plus-value dans la limite de 5 %,
- Préciser que les dépenses en résultant seront inscrites au compte 611 « Contrats de prestations de service » du budget principal.

Madame Martine LELAIT souligne la différence de montant exprimé dans la délibération et son annexe.

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen, confirme le montant de 3,54 € TTC mentionné dans la délibération et la correction à réaliser dans la convention.



22. Arrêt de l'activité de l'Atelier

Depuis sa création en 2005, l'Atelier aide les personnes à s'engager dans une démarche d'insertion sociale en proposant un accompagnement social via une activité autour du meuble (enlèvement, remise en état, don à des personnes en précarité accédant à un logement) permettant la valorisation et la mise en mouvement des bénéficiaires.

L'Atelier est un dispositif intégré au Secteur Urgence et Insertion Sociales (S.U.I.S.) du Service Actions et Insertion Sociales (S.A.I.S.) qui comprend également deux autres dispositifs :

- La Domiciliation : ce dispositif permet à toute personne n'ayant pas de domicile stable de disposer d'une adresse postale pour recevoir son courrier et accéder aux droits,
- La Chaloupe : cet accueil de jour est destiné aux personnes majeures en grande difficultés sociales, sans domicile et dont l'état de santé nécessite un accueil.

Depuis mars 2016, l'Atelier est implanté au 18 avenue des 4 cantons sur le quartier prioritaire des Hauts de Rouen. Le C.C.A.S. de Rouen a signé un bail commercial pour occuper ce bâtiment d'activité à vocation artisanale d'une superficie totale de 886 m². En parallèle, une convention lie le C.C.A.S. de Rouen et la Régie des quartiers pour la sous-location d'environ la moitié de cet espace.

À la suite d'alertes de la Direction du Patrimoine Bâti (D.P.B.) de la Ville de Rouen en matière de risques incendie sur cet équipement et au regard de la difficulté à pouvoir y apporter une réponse technique satisfaisante, la décision a été prise en juin 2024 de dénoncer le bail en prévision de son échéance au 9 mars 2025. Des travaux de remise en état, en cours d'estimation, seront à réaliser pour cette échéance.

De plus, il est constaté que l'Atelier peine à toucher le public visé (bénéficiaires du R.S.A.), dans le cadre des financements accordés par le Fonds Social Européen (F.S.E.+) via le Département de la Seine-Maritime, ce qui interroge également la pérennité de cette offre de service.



En effet, celui-ci est désormais majoritairement composé de personnes migrantes en attente de régularisation de leur situation administrative. Ces personnes viennent de toute la Métropole pour y trouver un lieu d'échange. Le C.C.A.S. a engagé un accompagnement renforcé de ces usagers avec la mise en place de permanences sur site depuis octobre de la référente migratoire. Par ailleurs, des échanges se tiennent avec des partenaires en charge de ces publics pour identifier quelles pourraient être les alternatives à envisager au regard de leurs besoins prioritaires. Ce travail se poursuivra au cours des prochains mois dans le cadre de la démarche « Rouen Ville Accueillante ».

Par ailleurs, l'Atelier rencontre depuis plusieurs années des difficultés de fonctionnement en raison d'un absentéisme important (2 longs arrêts maladie sur une équipe de 3 agents) qui a dû être compensé par un renfort d'un effectif en provenance de la Chaloupe. A cela s'ajoutera le départ en retraite en 2025 du cadre technique de l'Atelier.

Pour précisions, dans l'attente de la redéfinition des modalités d'accompagnement des publics accueillis à l'Atelier, les supports de poste sont conservés dans les effectifs du C.C.A.S.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments il est proposé de mettre fin à l'activité de l'Atelier. Cette proposition a fait l'objet d'une présentation en Comité Social Territorial pour avis.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles R 123-20 et R 315-4,

VU l'Avis du Comité Social Territorial,

VU le Programme opérationnel national du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole, validé le 10 octobre 2014 par la Commission Européenne,

VU le Document d'orientation des appels à projets 2023-2025 adopté par la Commission permanente du Département le 04 juillet 2022,

CONSIDÉRANT la fin du bail de location au 9 mars 2025,

CONSIDÉRANT que l'activité de l'Atelier ne relève pas des missions obligatoires d'un C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT la poursuite du travail avec les partenaires et les services du C.C.A.S. pour assurer l'accompagnement des bénéficiaires.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1 - Décide de mettre fin à l'activité de l'Atelier au 31 décembre 2024,

2 - Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer tout document relatif à cette décision.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. indique que la régie souhaite se porter acquéreur du bâtiment des 4 cantons loué par le C.C.A.S. de Rouen.

Madame Béatrice BOCHET regrette la cessation de cette activité qui était bien repérée et relève que des réponses seront proposées.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/02/2025

Publication : 06/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



23. Demande de subventions dans le cadre de la programmation contrat de Ville 2025 - Autorisation de signature

La Ville de Rouen a signé le contrat de ville « Engagements quartiers 2030 » métropolitain 2024-2030 dont bénéficient les quartiers prioritaires des Hauts de Rouen et de Grammont / St Sever / Orléans.

La Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (D.S.C.S.) est un acteur majeur de ce contrat de ville. D'une part parce que la Mission Politique de la Ville en assure le co-pilotage technique à l'échelle communale avec la Direction de l'Urbanisme ; d'autre part en tant qu'opérateur du contrat de ville à travers les différents services qui se mobilisent en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Certaines actions développées par le C.C.A.S. peuvent bénéficier des financements contrat de ville (Programme de Réussite Educative).

La programmation 2025 du contrat de ville est en cours d'élaboration. Un appel à projets a été lancé en octobre 2024 ; les demandes de subventions devront avoir été déposées auprès des services de la Métropole et de l'État avant le 31 décembre 2024. Le comité de pilotage du contrat de ville validera la programmation 2025 au cours du mois de mars.

Il convient donc de préparer les demandes de financements pour les actions que le C.C.A.S. portera en 2025.

Concernant le C.C.A.S., les demandes de subventions suivantes seront effectuées pour l'année 2025 ainsi qu'il suit :

| | ANCT | Métropole |
|---|-----------|-----------|
| Programme de Réussite Educative - Ingénierie | 70 000 € | 100 000 € |
| Programme de Réussite Educative - Actions | 120 000 € | |



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Contrat de ville métropolitain signé pour la période 2024-2030,

Après avoir pris connaissance du rapport relatif aux demandes de subventions que le C.C.A.S. de Rouen souhaite déposer dans le cadre de la programmation Contrat de Ville 2025.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer les dossiers de demandes de subventions dans le cadre de la programmation 2025 du Contrat de Ville afin de mobiliser les crédits de l'agence Nationale de Cohésion des Territoires (A.N.C.T.) et de la Métropole ainsi qu'il suit :

| | ANCT | Métropole |
|---|-----------|-----------|
| Programme de Réussite Educative - Ingénierie | 70 000 € | 100 000 € |
| Programme de Réussite Educative – Actions | 120 000 € | |

- Dit que les crédits seront inscrits au chapitre 74 « Dotations, subventions, participations » du budget principal 2025.



24. Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée sur les quartiers Grammont-Grenet-Voltaire-Lods » - Convention fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et de Sotteville-Lès-Rouen - Autorisation de signature

Madame Martine LELAIT ne prend pas part au vote.

Les villes et Centres Communaux d'Action Sociale de Rouen et de Sotteville-Lès-Rouen se sont engagés ensemble pour mener sur un territoire commun l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » (T.Z.C.L.D.).

Afin de permettre la mise en œuvre de la méthodologie de projet spécifique à cette expérimentation, une équipe projet a été créée et il a été décidé de dédier des temps de travail spécifiques à cette mission, à savoir un poste de chef de projet à temps plein, recruté par le C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, et un chargé de mission dédié à 50 % à cette mission, recruté par le C.C.A.S. de Rouen.



Par ailleurs, cette équipe est complétée par une participation des deux directrices de C.C.A.S. ainsi que par des collaborateurs des communes (chargée de mission ESS de la Ville de Rouen, chargée de mission participation des habitants de Sotteville-Lès-Rouen), ainsi que par le chef de projet T.Z.C.L.D. de la Métropole Rouen Normandie.

Depuis janvier 2024, une chargée de mission, recrutée par le C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen, a intégré l'équipe projet a vocation à intégrer l'entreprise à but d'emploi à son ouverture en tant que directrice.

Le chef de projet adjoint porté par le C.C.A.S. de Rouen a quant à lui renforcé son intervention au sein de l'équipe projet et y a consacré 80 % de son temps de travail de janvier à décembre 2024.

Il a été convenu que pour les principaux temps de travail dédiés à la mission, les deux C.C.A.S. partageraient à part identique les charges de ces postes.

La Métropole Rouen Normandie a, quant à elle, acté d'apporter également un soutien financier aux collectivités engagées dans l'expérimentation. Ce financement est versé au C.C.A.S. de Sotteville-Lès-Rouen

Une première convention avait été proposée afin de préciser les engagements financiers des deux C.C.A.S. jusqu'au 31 mai 2023. Il convient de préciser dans une nouvelle convention ces engagements financiers pour la période du 1er juin 2023 au 31 décembre 2024.

Au-delà, des charges liées au personnel de l'équipe projet, de nouveaux frais sont à prendre en compte sur l'année 2024 en lien avec l'avancée du projet :

- La location d'un local depuis juin 2024
- Le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association ROSALIE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée,

VU la Loi sur le prolongement et l'extension de l'expérimentation de Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée promulguée le 14 décembre 2020,

VU la Délibération du conseil de la Métropole Rouen Normandie en date du 5 octobre 2020,

VU la Délibération du Conseil municipal de Rouen du 28 mars 2022,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 23 juin 2023.

CONSIDÉRANT :

- l'intérêt partagé des communes et des C.C.A.S. de Rouen et Sotteville-Lès-Rouen à s'engager dans l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée,
- la volonté partagée entre les deux C.C.A.S. de formaliser par une convention les engagements financiers de chaque partie pour le fonctionnement de l'équipe projet.



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À LA MAJORITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS

Votants :

- contre : 0
- pour : 11
- abstention : 0

Ne prenant pas part au vote : 2 (Madame Martine LELAIT et Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné son pouvoir à Madame Martine LELAIT)

- Valide la convention proposée fixant les relations financières entre les C.C.A.S. de Rouen et de Sotteville-Lès-Rouen,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention annexée,
- Autorise les dépenses et recettes en application des termes de la présente convention.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 13h15.

Date du prochain Conseil : 30 janvier 2025.

Président de Séance


Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Secrétaire de séance


Laure GUILLARD
Responsable du Service Administratif
et Financier du C.C.A.S.